

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2013)
Heft: 1992

Buchbesprechung: La Cassure - L'état du monde 2013 [Bertrand Badie, Dominique Vidal]

Autor: Tille, Albert

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Démocratie: la cassure, en Suisse aussi

«La Cassure - L'état du monde 2013», ouvrage collectif dirigé par Bertrand Badie et Dominique Vidal, 264 pages, éditions La Découverte, 2012

Albert Tille - 07 avril 2013 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/23206>

Le «printemps arabe» est en révolte contre les dictatures. Les démocraties occidentales sont plombées par le discrédit de la classe politique. La planète est en crise. [«L'état du monde 2013»](#) analyse les origines de la cassure entre la société et ses dirigeants politiques.

Les causes sont diverses. Au Sud, c'est l'échec du transfert dans les sociétés post-coloniales du modèle de l'Etat-nation comme on installe une usine clés en main. Le «printemps arabe», par contagion, a attisé le rejet de la classe politique dans les pays occidentaux, rejet déjà décrit par Andreas Gross dans son rapport de 2008 au Conseil de l'Europe ([DP 1785](#)). Les régimes démocratiques sont construits sur l'Etat-nation du 19e siècle, garant du bien-être de la société et de la justice redistributive. La mondialisation a progressivement miné le système. Le territoire national n'est plus celui où l'on peut maîtriser les problèmes économiques et sociaux ni les défis environnementaux. La révolution informatique accélère le phénomène. Aux délocalisations économiques

dévoreuses d'emplois s'est ajoutée la fluidité dévastatrice des flux financiers. Vidé de ses pouvoirs, l'Etat n'est plus le protecteur apprécié de la population.

A cela s'ajoutent, après la chute du Mur, la régression des idéologies et la domination de la pensée économique. Le pouvoir politique est jugé impuissant, voire corrompu. Les grands partis et leurs élites autrefois respectées ne mobilisent plus une opinion fidèle. La population est volage. Elle passe d'une liste à l'autre ou s'abstient. La participation aux élections dégringole.

Ce discrédit de la politique traditionnelle ouvre la voie aux formations qui préconisent des solutions simples, mais inefficaces. Les extrêmes, de droite comme de gauche, veulent «sortir les sortants» jugés incapables de défendre autre chose que leur propre pouvoir. On dénonce l'autre qui menace l'identité nationale. On préconise d'abolir la mondialisation au lieu de la comprendre ou de la réformer. Les grandes réunions internationales G8 ou G20, qui se soldent par de solennelles

déclarations sans résultat concret, confortent la vision pessimiste et cynique du politique. Rongée par l'abstention, la démocratie occidentale tente de se réinventer par de nouvelles mobilisations: les «indignés» en Espagne, en Grèce, au Portugal, mais aussi à *Wall Street*. En Suisse, le taux d'abstention aux élections ne s'aggrave pas. «L'état du monde 2013» ne mentionne pas cette exception. Elle s'explique par le fait que le peuple peut sanctionner les élus par initiative ou référendum.

La refondation démocratique de l'Occident passerait-elle par le modèle helvétique? C'est ce qu'affirment en France François Bayrou ou Marine Le Pen. Mais, si la soupape de sécurité de la démocratie semi-directe permet d'éviter les explosions sociales, on ne peut affirmer qu'elle permet de dégager des solutions efficaces contre les méfaits de la mondialisation, par exemple en interdisant les minarets ou même les rémunérations abusives. Le pouvoir direct des électeurs n'empêche pas non plus la perte de crédibilité de nos élus. En Suisse aussi, la cassure existe.